

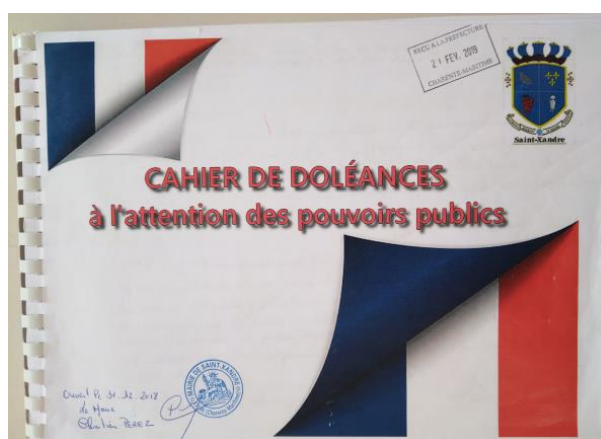
Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime
par Marie-Anne Chabin, 2024

Saint-Xandre

code INSEE : 17414

4 905 habitants

Intercommunalité : Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W387) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : 65 feuilles reliées par une baguette de plastique blanc, format paysage ; 27 feuilles écrites et 38 blanches, numérotation jusqu'à la page 50.

Couverture personnalisée avec drapeaux tricolores et blason de la commune.

Titre : Cahier de doléances à l'attention des pouvoirs publics.

Ouvert le 31 décembre 2018, signature du maire.

46 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

- 1) Revalorisation des retraites en fonction de l'inflation
- 2) Rétablissement de l'ISF
- 3) Augmentation du SMIC
- 4) Augmentation du taux d'Intuit des livrets A

② Non aux R.I.C. permanentes !

Le R.I.C. est un immense danger et une démagogie folle !
Le serait irresponsable et la porte ouverte aux "pestes" que l'on a hélas connu dans notre histoire (XX^e siècle, par exemple).
Non au R.I.C. sur la vitesse sur les routes (voulez-vous que les fous du volant aient tous les droits ? Non).

les "illettrés", "les fukécuits", "les fous qui veulent au diesel", "les dandies", "ceux qui ne sont rien", "les gaulois réfractaires", "ceux qui devraient traverser la rue pour traverser du travail", "ceux pour qui on s'est montré trop intelligent", "ceux qui coûtent un forfait de 200€"
Tous ces fous que vous méprisez, vous détestez, vous fuiez avec "le goût de l'effort" J'ai vu le Président, encore un des rien effort : "Déméditez !"

à Xandre

A. Si la France est dans l'état actuel c'est que depuis 40 ans nos hommes politiques n'ont (au minimum) été que des incapables qui n'ont pensé qu'à leurs intérêts, en conséquence.

- 1) Interdire aux H. politiques de gérer un budget qui les concerne, et/ou
a) interdire qu'ils fixent leur rémunération, leur frais de tout genre et donc supprimer tout ce qui n'est pas vérifiable.
- 2) Interdire qu'ils fixent les rémunérations de leurs employés

Pas ailleurs je rends hommage à notre Président et au gouvernement pour le courage dont ils font preuve.
Réforme du pays est absolument nécessaire même si c'est impopulaire

Les impôts et taxes doivent être justes, équitables, compris des citoyens : c'est l'une des conditions de l'acceptation par les Français du paiement des impôts, indispensables au renforcement de l'unité Républicaine, de la cohésion Sociale, de la Solidarité Nationale. Les injustices fiscales sont un puissant « carburant » qui alimente les mouvements contestataires et la haine contre les Elus de la République et les élites du Pays.

1 - Pour que la **DEMOCRATIE** avance, il faut

DONNER le DROIT de VOTE dès la NAISSANCE.

Jusqu'à la majorité de l'enfant, ou à un âge de « majorité citoyenne » à déterminer, les parents seront les « gestionnaires » de ce droit.

Il y a au moins 2 avantages considérables à ce changement :

- Le collège électoral refléterait tout à fait la structure démographique de la population. Aujourd'hui, les décisions sont prises en majorité par les « vieux ».
- Dès que les enfants seront en âge de participer au débat politique, il pourra s'instaurer un dialogue entre les parents et les enfants pour décider de l'usage à faire de ce droit de vote. La chose politique pourrait devenir un véritable sujet de discussion.

3 – DÉMOCRATIE ET CITOYENETÉ

- Instauration du RIC avec un ratio de 700000 signatures de citoyens comme seule condition. En effet, le rôle des parlementaires n'est pas d'intervenir dans un RIC mais de voter les lois et de contrôler le pouvoir exécutif,
- Réformer le statut du « droit du sol » pour les naissances d'enfants issus de ressortissants étrangers sur le territoire français. Loin de moi d'avoir des pensées racistes, nous n'avons plus tout simplement les moyens financiers de les accueillir dignement et de les faire vivre,

Objets : Cahiers de Doléances

- 1*) Le minimum vieillesse pas en dessous de 1200 euros nets
- 2*) Salaires minimum supérieur à 1400 euros nets
- 3*) La justice, avec l'égalité est le fonctionnement sur lequel repose la démocratie. Elle doit évoluer vers plus d'équité et à besoin de moyens pour cela. Elle doit être plus rapide.
- 3*) Suppression de la prescription pour les crimes sexuels sur mineurs, pour viols.
- 4*) Pour la création du Rassemblement pour l'Initiative Citoyenne. Mais ne pas remettre en cause les lois sur la peine de mort, le racisme et l'homophobie.
- 5*) Suppression du Sénat comme le proposais déjà en 1969 le président De Gaulle.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 3 lignes, 29 mots (couple)

[Prénoms Nom]

Tous deux retraités, nous souhaitons revenir à l'ancien taux CSG. Et d'autre part la revalorisation des retraites doit être basée sur l'inflation et non pas sur un taux fictif.

[Signatures]

2. Manuscrit, 3 lignes, 36 mots (couple)

[Prénoms Nom]

2 retraités. Nous demandons l'indexation des retraites sur l'inflation. La suppression du nouveau taux de CSG pour les retraités. Suppression de 80 km/h. Remettre l'ISF. Pour la fonction publique, revalorisation du point d'indice. Faire le RIC.

[Signatures]

3. Manuscrit, 8 lignes, 87 mots (homme)

[Prénom Nom] (retraité soi-disant aisé) très mécontent.

La devise nationale de la France depuis 1848 est LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ.

Au nom de l'égalité, je sollicite de votre haute bienveillance :

- 1) la suppression de la hausse de 1,7 % de la CGS pour tous les retraités quel que soit le montant des pensions perçues ;
- 2) l'indexation des retraites et pensions basée sur l'inflation et non sur le taux simple de 0,3 % ;
- 3) la suppression de la taxe d'habitation pour tous et ce quel que soit le revenu fiscal !

[Signature] 03/01/2019

4. Manuscrit, 4 lignes, 34 mots (femme)

Mme [Nom Prénom, Adresse]

Peut-on espérer que la ½ part accordée aux veufs ou veuves soit rétablie ? Les frais liés à l'habitation sont les mêmes que l'on soit seule ou à 2 à partager le logement.

[Signature]

5. Manuscrit, 30 lignes, 300 mots (homme)

Le 04/01/18 [sic]

[Prénom Nom]

Tout d'abord, merci Monsieur le Maire d'avoir mis en place le cahier de doléances.

Mes revendications sont les suivantes :

Sur le plan écologique.

- Arrêt absolu du CETA.
- En finir avec le glyphosate.
- Surtaxer et une écotaxe supplémentaire sur les avions.

Cahier de Saint-Xandre

- Favoriser les petits commerces et les circuits courts.
- Gratuité des transports en commun afin de réduire le CO₂.
- Imposer plus d'arbres et de parcs dans les communes.
- Extinction de l'éclairage publics pour toutes les petites communes.
- Interdire d'allumer les vitrines des magasins la nuit.
- Déterminer un nombre de kilowattheures à consommer par foyer.
- Alimentation bio dans toutes les cantines.
- Taxer les grandes piscines et les climatisations.
- Surtaxer l'importation.

Culture.

- Interdire les associations culturelles sans [?] licence de spectacle.
- Favoriser les artistes locaux.

Citoyenneté.

- Instauration du référendum d'initiative citoyenne.
- Droit de vote : obligatoire pour tout le monde (1^{er} et 2^{ème} tours).
- Retour au service militaire.
- (Fermeture de la classe le dimanche).

Fiscalité.

- Réforme de la taxe foncière (prendre en compte les revenus).
- Rétablir l'ISF pour les plus riches.
- Baisser les charges salariales.
- Une TVA moins élevée pour les produits locaux.
- Les contraventions devraient être proportionnelles au revenu de la personne.
- Taxer les multinationales ainsi que GAFA (Google, Apple, Amazon, Facebook).

Sécurité:

- Rétablir une police de proximité.
- Renforcement de policiers et gendarmes sur les réseaux routiers.

Salaire, retraite...

- Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.
- Pas de retraite en dessous 1000 euros nets.
- Retraite à 60 ans pour tout le monde.
- Plus de moyens pour les personnes handicapées pour l'aide à domicile.

Économie.

- Protéger l'industrie française.
- Interdire les délocalisations.
- Protéger nos savoir-faire et nos emplois.
- Sortir de l'Union européenne.

Merci encore, Monsieur le Maire, de remonter mes revendications au président de la République et aux représentants de l'État.

6. Manuscrit, 40 lignes, 376 mots (femme)

Bonjour, Monsieur le Maire.

Merci d'avoir mis en disposition le cahier de doléance.

- **Écologie :**
 - Taxer plus le kérosène et les cargos.
 - Inciter les communes à planter des arbres et créer des parcs ou bois.
 - Arrêter les pesticides.
 - Obliger les camions étrangers à prendre le train pour traverser la France.
 - Arrêter le CETA.
 - Récolter les sapins de Noël dans les pots pour les donner à la commune, pour replanter.
 - Réouvrir les petites gares.
 - Proposer des calèches comme transport scolaire et centre-ville.
 - Autoriser les carburants alternatifs en vente dans les stations-services : huile de friture (récupérer dans les restaurants), les algues
 - Autoriser les voitures diesel à passer au GPL comme l'Australie.
 - Extinction de la lumière dans les magasins et lampadaires de 22h00 - 7h00.
 - Interdiction [de] la chasse dimanche après-midi.
- **Fiscalité :**
 - Réformer ISF et instaurer :
 - supprimer ISF Ile de Ré + entreprise familiale
 - Baisser les charges sociales de 30 %.
 - Recruter et renforcer les contrôles sur l'économie souterraine car, actuellement, deux agents pour la région n'est pas suffisant .
 - Réformer la TVA.
 - Proposer 3 TVA alimentaires :
 - produit local (2,5 %)
 - produit France (5,5 %)
 - produit extérieur (8 %)
 - Proposer 4 TVA non alimentaires :
 - produit local (12 %)
 - produit France (18 %) produit Europe (20,6 %)
 - produit hors Europe (28 %).
 - Proposer au bailleur d'avoir des loyers calculés par le m² de la commune, destiné à la classe ouvrière, modeste ; en échange, il ne paye pas de CSG.
 - Fixer la consommation kWh par foyer. Au-delà, il y a une pénalité sur la facture.
 - Aider et créer par les communes des stations de services pour les départementales ou nationales ouvertes 24h/24h, 7 jours sur 7 ; proposer restauration, office de tourisme, hôtel, parapharmacie, afin de concurrencer les autoroutes, désengorger les urgences le dimanche et la nuit, baisser les incidents de voitures, avoir des routes plus propres, et plus de recettes et de trafic pour les communes.
 - Instaurer le référendum d'initiative citoyenne.
 - Instaurer les toilettes sèches dans les lieux publics.
 - Inciter les communes à produire de l'électricité par les panneaux solaires ou éoliennes, et la vendre aux habitants.

Merci de remonter les informations.

Bien cordialement,

[Prénom Nom, Adresse]

7. Manuscrit, 4 lignes, 24 mots (homme)

Le 7/01/19

1. Revalorisation des retraites en fonction de l'inflation.
2. Rétablissement de l'ISF.
3. Augmentation du SMIC.
4. Augmentation du taux d'intérêt des livrets A.

[Prénom Nom]

8. Manuscrit, 2 lignes, 18 mots (homme)

Le 8/01/19

Restauration du taux CSG à 6,6 % pour les retraités, et donc suppression du taux à 8,3 %.

[Prénom Nom]

9. Manuscrit, 7 lignes, 54 mots (femme)

Rétablir l'ISF.

Le SMIC à 1500 € nets. Maintenir l'âge de la retraite à 60 ans.

Pas de retraite ou pension en dessous de 1200 € nets.

Garder un système de retraite solidaire.

Fin des indemnités présidentielles à vie.

Mise en place du référendum d'initiative citoyenne.

Prise au compte des votes blancs et nuls.

[Prénom Nom, Adresse]

10. Manuscrit, 5 lignes, 43 mots

Le 08.01.19

Rétablissement de la ½ part veuvage (la suppression a entraîné des pertes d'aides à l'hébergement en EHPAD, aide sur les mutuelles, etc.)

Revoir le taux des livrets A.

Revoir et augmenter les aides ANAH.

Revenir au taux initial de CSG pour les retraites.

J. [Nom] [Signature]

11. Manuscrit, 3 lignes, 18 mots

Le 08.01.2019.

Indexation des retraites sur l'inflation.

Diminution ou suppression des privilèges des politiques.

Baisse de la TVA sur l'énergie.

[Initiale Prénom Nom]

12. Manuscrit, 22 lignes, 217 mots

Dans le cadre de la politique municipale et d'agglomération :

- Augmentation du nombre de places en structure multi-accueil. 8 places pour la seule commune de Saint-Xandre est bien trop faible (pour plus de 4 700 hab. et plus de 40 naissances à l'année).
- Réduction de surfaces habitées sur les parcelles, pour une réduction du bétonnage et un accroissement de l'espace vert.
- Augmentation des transports publics (lignes, fréquence).
- Créer une politique liée aux déplacements par une enquête auprès de "tous" les citoyens.

Dans le cadre de la politique générale de notre pays :

- Changement de la TVA en TVA sociale, ou du moins augmenter la TVA pour diminuer les charges sociales, et faire transférer ces charges sur l'importation.
- Suppression des mutuelles pour une mise en charge globale par la Sécurité sociale.
- Simplification des procédures de création d'entreprises.
- Simplification des process liés aux charges sociales et autres taxes professionnelles.
- À quoi sert l'Urssaf ? À rien puisque c'est aux entreprises de prendre contact avec les organismes sociaux !
- Obligation des couverture 4G dans les campagnes et de réseaux fibres afin de développer les activités dans ces lieux.
- Égalité de retraites pour TOUS, public /privé.

Ce ne sont là que quelques propositions sur l'amélioration des conditions de vie.

Cordialement [Signature]

13. Manuscrit, 45 lignes, 516 mots (femme)

Le 9/01/2019, (je suis déjà inscrite sur la plateforme CESE).

1) Pouvoir d'achat : => ISF à remettre (redistribution des richesses, réduire les salaires des hauts fonctionnaires et de l'État et en réduire le nombre)

Les voitures, trop loin des Minimes pour ma part : demande de bus à proximité en URGENCE, la rue Lavoisier : rien? Vous construisez, Monsieur le Maire, mais [il] faut penser en même temps aux moyens de transport => aussi moins de voitures et moins d'effet pour le climat. Perso, je ne peux pas changer ma voiture diesel qui a 13 ans, et trop loin du centre. De plus il me faut 2 bus ; trop de perte de temps, trop de marche à pied (j'ai essayé en partant de Beaulieu) : 1h le matin et le soir dans les transports, à 58 ans c'est trop, et avec 30 mn à pied. Pensons aussi à notre jeunesse, aux futurs étudiants, penser à 1 bus direct vers l'université ?

Il nous faut récupérer de l'argent, ma voiture coût trop cher. Fonctionnaire BIATOS, loyer déduit et charges, il me reste 450 €, c'est plus possible. Sans voiture, plus de place payante HLM 10€/mois = économie ???

Les courses ont augmenté. Trop cher. Revoir au local légumes, etc., mais pas trop cher !

Revoir les encadrements de loyers, inégalités !!

Pas assez de dialogue avec vous, Mr le Maire, nous sommes sur votre commune, pas de réponse à mes courriers et à quand 1 rendez-vous ?

Je suis Gilet jaune depuis 2 mois, je vois beaucoup de misère ; au 15 du mois les citoyens ne mangent plus.

Le peuple s'appauvrit, trop de misère sociale, ça me fend le cœur.

Augmenter le SMIC. On ne vit pas dignement de notre labeur. Pas de l'enfumage de Macron et de son gouvernement. La prime à l'activité concerne peu de gens. Nous, fonctionnaires, on a eu aucunes miettes depuis les dernières mesures trop faibles. Le peuple s'impatiente, se met en colère, trop d'inégalités.

Le RIC englobe beaucoup de revendications, il faut y arriver vite, mais je doute à ce grand débat semaine prochaine ; déjà Me Jouanno a démissionné !!! de cette instance, bien sûr mais garde son salaire indécent. Évasions fiscales aussi à repenser ? Égalité femmes/homme, trop de privilèges d'en haut.

Redonner + de vie à la campagne de Saint-Xandre. Il faut nous passer de notre voiture le + possible, on a + les moyens.

Le climat : économie d'énergie, voir 1 compost pour chaque jardin, etc. Il faut évoluer vraiment. On ne croit plus de tout à ce gouvernement : mensonges, 1 dictature sans nom, et ça ne marchera pas en trop de récession comme ils le font. Étant aux manif, sur les ronds-points, c'est honteux, lamentable, de se faire gazer, de recevoir des flashballs en voulant marcher, tout simplement, manifester, plus de liberté, pire en pire et insoutenable. Je vois trop de blessés, de morts. Samedi, j'ai peur franchement, et arrêtons de confondre les bons Gilets jaunes pacifistes, aux casseurs et aux extrêmes droite/gauche. Nous voulons le RIC et du pouvoir d'achat. On en peut plus.

[Signature, Adresse]

14. Manuscrit, 24 lignes, 217 mots

8/01/2019

- Remettre la CSG aux retraités, même à ceux qui ont un peu plus de 2000 euros (nous avons travaillé 40 ans [environ] et cotisé pour avoir une retraite à 2000 euros).
- Suppression de la taxe d'habitation pour tous et arrêter de faire des clivages et une fixation sur les salaires de + de 2000 euros.
- Indexer les retraites et salaires sur le coût de la vie.
- Pour faire des économies, l'État n'a qu'à faire un effort, non pas en se déchargeant sur les départements et les communes mais en revoyant son train de vie et ses privilèges.
 - Cabinets ministériels ++, voitures de fonction, salaires, etc. etc.
 - Revoir tous les privilèges des députés (carte bleue à discrétion, etc. etc.).
 - Les sénateurs *idem*.
- Revoir le fonctionnement des régions (voir l'article de Sud-Ouest du 29/12/18 sur la grande région Aquitaine) :
 - Salaires votés au maximum autorisé
 - Des déficits ++.
 - Un temps de travail non respecté.
 - Des primes aux agents ++. Tout cela est indécent en période de difficultés.
- L'État cite souvent l'Allemagne en exemple ; il serait bien qu'il ne voit pas que ce qui l'arrange mais plus dans sa globalité ; je pense que le train de vie de l'État allemand n'est pas le même.

[Paraphe] 8/01/19

15. Manuscrit, 77 lignes, 871 mots (homme)

Propositions dans le cadre du Grand débat national, lancé en ce début janvier 2019.

1/ Notre pays connaît actuellement beaucoup de tension qui prennent des tournures dangereuses, avec la montée des extrémismes de tous bords, de la violence, etc. Il est donc impératif de réduire les fractures que connaît la France de 2019, pays dans lequel les injustices et les inégalités deviennent trop insupportables.

2/ L'ISF

Il est absolument nécessaire de rétablir très vite l'impôt sur la fortune dans la forme qu'il avait les années passées. C'est une question de justice sociale. Cette suppression est insupportable : beaucoup de Français ont beaucoup de mal à « vivre », alors qu'une petite minorité vit dans l'opulence. Les très riches auront toujours les moyens de vivre « largement », même avec l'ISF. ISF = solidarité des riches !

3/ Relever sérieusement le SMIC et les bas salaires.

Il est très choquant que des gens qui travaillent (souvent durement, tôt le matin, ou tard le soir, sur les chantiers, dans le stress, etc.) ne puissent pas vivre dignement de salaires souvent beaucoup trop bas, sans parler des salaires des femmes, des temps partiels, etc. Beaucoup de salaires sont trop bas. Et il ne faut pas oublier que beaucoup de gens modestes ont un loyer à payer. Quand ce loyer et les charges principales sont payés, il reste bien peu pour « vivre ». C'est pourquoi augmenter sensiblement le SMIC et les bas salaires est une nécessité urgente et impérative.

4/ Relever sérieusement les petites retraites. Beaucoup de gens ont des pensions qui ne permettent pas de vivre (mêmes remarques par rapport au loyer, etc.). Ma mère vivait avec 1000 € il y a 3 ans, au moment de sa mort. C'est très injuste. Trop de retraités sont au niveau du SMIC, voire moins. Il est indispensable de revaloriser les retraites les plus modestes, de façon sérieuse. Par contre, il n'y a rien de scandaleux de maintenir la CSG pour des retraites conséquentes.

De plus, les pensions doivent être revalorisées chaque année, en fonction de l'inflation notamment. Le blocage des pensions depuis 10 ans a fait beaucoup de mal ! Personnellement, je percevais plus en 2011 qu'aujourd'hui ! (à situation exactement identique !). C'est anormal. L'eau l'électricité, le carburant, ma mutuelle ... ne sont pas restés au même coût !

5/ L'impôt direct doit être l'impôt principal dans notre pays. C'est le plus juste. Les impôts indirects, les taxes, la TVA, etc., ont pris beaucoup trop d'importance actuellement : ils sont les plus injustes et frappent donc beaucoup plus les gens modestes que les gens aisés. Il faut faire de la pédagogie pour expliquer que l'IR est le plus juste, que c'est un acte citoyen qui crée une nation et la fait vivre. Payer l'impôt sur le revenu, c'est une chance, la chance de contribuer à la vie de son pays !

6/ L'épargne et le livret A.

Le livret A est l'épargne populaire par excellence. Beaucoup de « braves » Français, non fortunés, ont un livret A. Rémunérer cette épargne accessible à tous (presque tous...) à 0,75 % est tout simplement un scandale, 0,75 quand l'inflation est à plus de 2 %, une honte !

Au 1/1/2009, il y a 10 ans, le taux était de 4 % ! Les épargnant sur LA (qui, comme moi, ne veulent pas boursicoter...!) ont perdu 3,25 % en 10 ans. Le livret A n'apporte plus rien...! c'est démoralisant. Il est indispensable de mieux rémunérer ces livrets « populaires ».

Voilà pour quelques points à propos desquels il faut revenir à la raison et à plus de justice sociale.

Quelques autres remarques plus générales.

7/ Les institutions de la France font son unité. Elles sont donc très importantes. Elles peuvent être critiquées ou améliorées (plus d'efficacité, moins de députés...), mais elles doivent absolument être maintenues et respectées.

Je ne veux pas que la France devienne le Vénézuéla ! (ou autres pays aux situations misérables et catastrophiques). Il est donc important de respecter la République, le président de la République (le réélire tous les ans ou tous les 2 ans mènerait à la guerre civile), les députés, les élus (dont les maires), etc. Sans institutions solides et respectées, un pays court à sa perte !

8/ Non aux RIC permanents !

Le RIC est un immense danger et une démagogie folle :

Ce serait irresponsable et la porte ouverte aux « pestes » que l'on a hélas connu dans notre histoire (XX^e siècle, par exemple). Non au RIC sur la vitesse sur les routes (voulez-vous que les fous du volant aient tous les droits? Non).

Non à la remise en cause de l'interdiction de la peine de mort.

Non à la remise en cause de tous les droits que les femmes ont conquis (contrôle des naissances, avortement (merci Mme Veil), interdiction de la violence si répandue aujourd'hui, etc...

Non à la remise en cause de l'écologie, de la protection de la nature, de l'avenir de la planète... etc. etc.

Il ne faut surtout pas s'engager dans cette voie populiste des RIC, cela mènerait très vite à la contestation permanente et à la guerre civile. Que tous les gens sérieux nous protègent de cela !

[Prénom Nom] Saint-Xandre- Retraité, 70 ans (ancien directeur d'école à La Rochelle)

16. Dactylographié collé, 7 lignes, 56 mots (homme)

Institutions:

- Diviser par deux le nombre de parlementaires (députés et sénateurs),
- 1 seul mandat électif, renouvelé 3 fois.

Impôts:

- Imposer une contribution aux GAFAs et autres entreprises du web,
- Augmenter les contrôles fiscaux,
- Annulation de certaines niches fiscales.

Non au référendum d'initiatives citoyennes.

[Prénom Nom, Signature]

[Ajout manuscrit] Je suis volontaire pour participer au grand débat.

17. Manuscrit, 16 lignes, 145 mots (couple)

- Arrêt des prélèvements supplémentaires (1,7%) sur les retraites.
- Revalorisation des retraites.
- Diminution des impôts pour les célibataires.
- Arrêt de l'évasion fiscale.
- Suppression des niches cachées pour les personnes ayant de gros revenus alors que le citoyen lambda n'a aucune exonération.

- Prise en compte pour les femmes qui travaillent des arrêts concernant l'éducation des enfants (congé parental, temps partiel , etc.), d'autant plus que chaque naissance est celle d'un futur contribuable...
- Diminution de la TVA.
- Diminution de la taxe audiovisuelle (les programmes proposés sont loin d'être à la hauteur du coût de cette taxe).
- Diminuer les salaires de nos députés, ministres, etc., ainsi que tous les avantages rattachés à leurs fonctions.
- Faire une vraie réforme fiscale avec une imposition plus juste.
- Supprimer les panneaux à 80 km/heure qui ne font qu'accentuer les accidents de la route.

Mr et Mme [Nom]

18. Une page dactylographiée pliée collée, 26 lignes, 298 mots

Vendredi 11 janvier 2019

Cahier de doléances

Rétablir l'ISF et transférer cet impôt à l'avantage des plus démunis.

Mettre en place le référendum d'initiative citoyenne (**RIC**). Consulter le peuple par référendum sur toute question qui aurait une incidence sur la vie des citoyens dans notre société et qui n'aurait pas été prise en compte par la représentativité nationale.

Imposer **limitation drastique du montant des loyers** compatible avec le pouvoir d'achat des ménages.

Augmenter SMIC et retraites à un niveau tel que chaque citoyen puisse vivre et non pas survivre.

Mise à plat des prélèvements fiscaux pour leur répartition équitable entre les citoyens.

Opérer un **audit de fonctionnement des organismes et institutions publiques** en prévision du bon usage des impôts des citoyens. À titre d'exemple, voir l'intérêt du Conseil économique et social !

Les élus de la Nation ne doivent plus se voter, **en étant juge et partie**, salaires et privilèges sans avoir soumis leurs souhaits par référendum aux citoyens de la Nation.

Ne plus admettre dans notre société hyperlibérale **des écarts inadmissibles entre les salaires des patrons de grandes sociétés type Renault** et les salaires de misère des gens de peu pour ne pas dire de rien.

Supprimer la **discrimination salariale entre hommes et femmes**. Elle peut atteindre plus de 20 % au détriment des femmes.

Lutter plus efficacement **contre l'évasion fiscale** évaluée encore aujourd'hui à 100 milliards d'euros.

Séparation des Églises et de l'État : **ne pas amender la loi de 1905**. Faire obligation aux musulmans de se structurer à l'égal des autres religions pour que l'État puisse dialoguer avec des interlocuteurs représentatifs.

Revoir les règles de la représentativité nationale. Nous ne sommes plus dans une démocratie représentative. Nous en sommes au point où quelques pourcents des électeurs s'imposent à une majorité qui ne partage pas leur point de vue.

C. [Nom, Adresse]

19. Manuscrit, 12 lignes, 107 mots (homme)

1/ Restructuration de l'État:

- a) Réduction drastique des effectifs (Sénat, députés).
- b) Suppression des avantages indus.
- c) Représentation démocratique du peuple (plus de proportionnelle).
- d) Référendum pour toute décision majeure.

2/ Retraites : l'État doit rendre aux retraités ce qu'il leur a volé pendant des années : on versait pour nos retraites et maintenant : plus d'argent.

3/ Faire des économies sur tout ce qui est État, gestion, arrêter les donations à des associations anti-françaises (ex. SOS Racisme), etc. Chercher l'argent dans les évasions fiscales, etc., plutôt que d'augmenter les taxes et impôts.

4/ Stopper l'invasion d'étrangers d'autres cultures qui viennent polluer la vie (islamistes et Africains, etc.)

[Prénom Nom Signature]

20. Une page dactylographiée pliée collée, 30 lignes, 437 mots (femme)

CAHIER DE DOLÉANCES POUR ST-XANDRE LE 11.01.2019

Il y a de l'argent en France, mais il est mal utilisé ; à commencer par l'État qui ferait bien de réduire ses dépenses. Trop au service de l'Europe et du capitalisme. Actuellement nous voyons l'affaissement et l'appauvrissement de la classe moyenne qui a toujours été un pilier de soutien pour la France, ainsi que la précarité des classes ouvrières.

- Garder une République laïque et sociale (conserver la loi de 1905).
- Retraite : surtout pas par points dont la valeur baissera d'année en année...
- Baisse des taxes et charges : suppression de la CSG et de la CRDS qui devait être suspendue en 2017 ? Revenir à 40 % de taxes sur les carburants et une sortie de la PAC.
- Moins de taxes pour les petites et moyennes entreprises qui sont les poumons de la France. Moins de taxes = plus d'embauches et moins de chômage.
- Chômage : nous utilisons des travailleurs détachés ; plus de contrôles !
- Taxer les grosses entreprises et les évasions fiscales ; eux ont les moyens et sont souvent hors la loi... ou au bord de la l'illégalité !
- Fonction publique : la santé, l'éducation et la police ont besoin d'aides et de moyens (conditions de travail désastreuses). Par contre, certains ministères sont en sureffectifs !!!
- Relocalisation de toutes les décisions dans les régions.
- Augmentation du livret A qui sert pour le logement social ; on a tendance à l'oublier !
- Politique migratoire rationnelle : les aider à bien vivre dans leurs pays, s'ils le désirent. On donne de l'argent dans ces pays qui ont besoin d'aide mais où va-t-il et comment est-il employé ? Par contre, bien recevoir ceux qui veulent vraiment s'intégrer aux valeurs de la République avec ses droits et ses devoirs.
- Transition écologique pour tous ; mais adapter et aider en fonction des moyens de chacun. Que les plus gros pollueurs soient les plus gros payeurs... Transporteurs étrangers qui traversent la France sans rien payer, polluent et créent souvent des accidents, etc.

- Tenir compte des « avertissements » de la Cour des comptes. Si on n'en tient pas compte, à quoi sert-elle ?

- Pour que les Français s'expriment grâce aux référendums et qu'on en tienne compte.

Nous assistons actuellement à un suicide collectif et social et, à cause d'une mauvaise gestion de la France, nous sommes en train de perdre tous nos acquis et notre démocratie si on n'en prend pas conscience à temps. Dans l'espoir que ma modeste contribution servira à quelque chose si ce n'est au moins d'être lue.

[Prénom Nom Signature]

21. Une page dactylographiée pliée collée, 31 lignes, 405 mots (homme)

[Prénom Nom Adresse]

Le 11 janvier 2019

Objets : cahiers de doléances

- 1°) Le minimum vieillesse pas en dessous de 1200 euros nets.
- 2°) Salaire minimum supérieur à 1400 euros nets.
- 3°) La justice, avec l'égalité, est le fonctionnement sur lequel repose la démocratie. Elle doit évoluer vers plus d'équité et a besoin de moyens pour cela. Elle doit être plus rapide.
- 3°) Suppression de la prescription pour les crimes sexuels sur mineurs, pour viols.
- 4°) Pour la création du Rassemblement pour l'Initiative Citoyenne. Mais ne pas remettre en cause les lois sur la peine de mort, le racisme et l'homophobie.
- 5°) Suppression du Sénat comme le proposait déjà en 1969 le président de Gaulle.
- 6°) Prévoir une dose de proportionnelle aux élections.
- 7°) Prendre en compte le vote blanc dans le nombre des suffrages exprimés.
- 8°) Dès lors que le vote blanc est pris en compte, rendre le vote aux élections législatives et présidentielle obligatoire.
- 9°) Justice fiscale et sociale pour tous. Suggestion importante à mes yeux : un Français qui fiscalement est domicilié 6 mois et 1 jour par exemple en Belgique avec la famille Mulliez ou Alain Delon en Suisse (grand représentant de la France à l'étranger) perd de par son choix la nationalité française.
- 10°) Musée gratuit partout et ouvert 7 jours sur 7 (surtout à Paris).
- 11°) EHPAD : plus de transparence sur les conditions de travail des intervenants et par conséquent sur la qualité de vie de nos anciens.
- 12°) Pour la suppression du glyphosate ainsi que la facilitation de la transition écologiste des agriculteurs avec des aides plus directes. Et, suppression des pesticides à proximité des écoles.
- 13°) Concernant la taxe d'habitation, que les 20 % les plus aisés continuent à payer cette taxe.
- 14°) Pour les communes plus isolées, améliorer la disponibilité de commerces, poste dans un même lieu.
- 15°) Concernant le logement, faire une chasse exemplaire aux bailleurs qui exploitent la misère.
- 16°) Concernant l'emploi, favoriser l'apprentissage des jeunes et moins jeunes.
- 17°) Impôts : que les grosses sociétés paient un impôt proportionnel plus équitable par rapport à un artisan par exemple. Car l'État a besoin d'argent pour faire fonctionner notre pays, mais si les riches

(et je n'ai rien contre les riches) ne contribuent pas en proportion de leurs revenus, alors ce sont les autres contribuables qui paieront.

18°) Retour à un mandant de 7 ans pour élire [le] président de la République.

19°) Fin des indemnités présidentielles à vie.

[Prénom Nom (manuscrits) Signature]

22. Manuscrit, 7 lignes, 29 mots

Vote obligatoire.

Accompagnement médical pour fin de vie.

Meilleure distribution des richesses.

Justice sociale.

Aider les services d'urgence.

"Chasse" au travail au "black".

Volontaire pour le grand débat.

[Nom] Le 14.01.2018 [sic] [Signature]

23. Une page dactylographiée collée, 40 lignes, 515 mots

- En France, entre le peuple et le gouvernement, il y a les corps intermédiaires : partis politiques, syndicats, médias, associations permettant à toute personne de s'organiser collectivement en fonction de ses motivations...
- Les événements « Gilets jaunes » ont court-circuité ces organisations intermédiaires, disant qu'ils représentaient le peuple. Or, ils ne sont que 0,33 % des Français majeurs : 150 000/45 000 000...
- Rien de neuf depuis la Révolution de 1789 : ils veulent l'abolition des privilèges, l'augmentation du pouvoir d'achat et une plus grande dignité des plus défavorisés...
- Beaucoup se sont trompés de cible : au lieu de s'attaquer à Macron, aux élus, médias..., il aurait fallu s'attaquer à ce qui est moins visible, incontrôlable et insaisissable : les multinationales, fonds de pensions, investisseurs étrangers qui font du profit sur notre dos, et les dernières venues : Uber et BnB, plateformes de mise en relation, dématérialisées, transférant tous les risques aux utilisateurs précarisés, détruisant ainsi toutes les règles établies en France. Basées aux USA, avec un siège social souvent aux Pays-Bas et leurs finances dans des paradis fiscaux... Il faut arrêter cela.

L'occasion nous est donnée d'apporter de l'eau au débat. Nous voulons :

1. Fiscalité. Plus d'équité entre les Français. Il y a :

- Trop de salaires démesurés, incompréhensibles, choquants (grands patrons d'entreprises, certains hauts fonctionnaires, entretien des ex-présidents de la République, retraites des élus : députés, sénateurs, etc. (liste à compléter).
- Trop de gens pauvres qui ont de la difficulté à vivre : se loger, manger, se soigner.
- OK pour supprimer l'ISF mais avec la contrepartie vérifiable d'investir dans des entreprises locales en France... et arrêter de financer des actionnaires à des taux démesurés...

2. La transition écologique. Pourquoi toujours vouloir la croissance à tout prix ?

- Passer plutôt à une certaine décroissance, avec un modèle de vie plus simple...

- Produire local, et arrêter d'acheter dans les magasins où tout arrive de Chine ou d'ailleurs, participant ainsi fortement au déficit commercial de la France.

3. Démocratie.

- Nous fonctionnons avec une démocratie représentative... Elle ne peut être participative que si nos élus organisent des réunions fréquentes de consultations à la base... À suivre !
- Favoriser le développement des organisations intermédiaires, en particulier les syndicats, les mouvements de jeunes, associations, etc.
- Le RIC, pourquoi pas ? Mais nous restons sceptiques. C'est trop facile pour les lobbies de venir avec des centaines de milliers de signatures. Danger de voir des minorités exercer des dictatures... À suivre !

4. Citoyenneté. Il est temps de former les parents et les enfants à une plus grande citoyenneté :

- Respect des autres : arrêter la violence et le harcèlement à l'école, via les réseaux sociaux... Besoin de contrôle parental et au niveau national (arrêter les fake news).
- Respect de la nature et de la vie en communauté : plastiques, mégots de cigarettes, cacas de chien...
- Respect des valeurs et traditions françaises. Et, pour les gens d'origine étrangère, réciprocité entre citoyens : ce qu'ils font ici, on devrait pouvoir le faire dans leurs pays d'origine...

Le 14/01/2019

[Signature]

24. Manuscrit, 8 lignes, 53 mots

- Remise en place de l'ISF.
- Arrêt des surtaxes sur la classe moyenne.
- Oui au RIC (= concertation citoyenne).
- STOP à la prise en charge des anciens présidents.
- STOP aux privilèges des énarques.
- Une égalité fiscale.
- Relèvement du salaire minimum.
- Revisiter les fondamentaux de la démocratie.

25. Manuscrit, 1 ligne, 6 mots

Baisse des charges des petites entreprises.

[Signature]

26. Deux pages dactylographiées pliées collées, 68 lignes, 847 mots

Messieurs les élus,

Suite à l'ouverture des cahiers de doléances dans les mairies, je me permets de vous énumérer humblement quelques propositions :

dans les domaines suivants :

1-FISCALITÉ

- Réduction de la TVA sur tous les produits de 1^{ère} nécessité.

- Aligner l'augmentation des retraites sur le taux de l'inflation afin d'éviter d'aggraver encore plus le pouvoir d'achat des retraités.
- Supprimer la CSG pour tous les retraités dont les revenus mensuels sont inférieurs à 3000 euros pour une personne seule ou 4000 euros pour un couple.
- Réduire les taxes sur les carburants de 60 % à 40 %.
- Supprimer la taxe d'habitation en une seule fois et non pas sur 3 ans.
- Afin de remplir les caisses de l'État, taxer les œuvres d'art (tableaux, sculptures par exemple).
- Imposer les revenus non pas par rapport au lieu de domicile de l'intéressé mais bien par rapport au lieu des gains de productivité (exemple : patron d'Auchan, entres autres).
- Rétablir l'ISF pour plus d'équité fiscale.
- Diminuer de moitié les salaires des parlementaires et des membres du gouvernement. Pour moi, ces fonctions temporaires ne représentent pas une profession mais un dévouement citoyen pour une durée déterminée (pas plus de 2 mandats, tous élus confondus).
- Renationaliser les autoroutes françaises afin de remplir les caisses de l'État et non pas celles d'actionnaires peu scrupuleux.

2 - RÉFORME DE L'ÉTAT

- Supprimer le Sénat ; pour moi son action n'empêche pas l'Assemblée nationale d'adopter une loi, un décret, son rôle de contre-pouvoir est inexistant.
- Diminuer de moitié le nombre de députés ; pour moi 2 maxi par département.
- Supprimer l'échelon administratif qu'est la région. Rapport coût/ efficacité trop important pour le contribuable. Le département serait suffisant pour gérer, organiser la vie des citoyens.
- Afin d'éviter les déserts médicaux, l'instauration d'une carte de France de postes de médecins généralistes devrait être créée en tenant compte du ratio de la population et des critères d'éloignement comme cela se fait déjà pour certaines administrations.
- Favoriser et faciliter encore plus les démarches administratives par Internet.
- Augmenter le pouvoir des maires, 1^{ère} instance administrative.
- Créer un système de révocation de nos élus qui une fois en place se permettent quelquefois de manière irresponsable d'engager des fonds publics sans en mesurer les conséquences.
- Abolir le cumul des mandats des élus ou alors, si cela n'est pas possible, leur donner le choix d'une seule rémunération des multiples fonctions qu'ils posséderaient.

3 - DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

- Instauration du RIC avec un ratio de 700 000 signatures de citoyens comme seule condition. En effet, le rôle des parlementaires n'est pas d'intervenir dans un RIC mais de voter les lois et de contrôler le pouvoir exécutif.
- Réformer le statut du « droit du sol » pour les naissances d'enfants issus de ressortissants étrangers sur le territoire français. Loin de moi d'avoir des pensées racistes, nous n'avons plus tout simplement les moyens financiers de les accueillir dignement et de les faire vivre.
- Reconnaître le vote blanc pour toutes les élections. Si supérieur à 50 %, nouvelle élection.
- Pas plus de 2 mandats, toutes les fonctions électives cumulées, pour chaque citoyen (exemple 2 mandats de maire ou un mandat de maire puis un mandat de député). Cette solution aurait pour avantage de multiplier l'accès à des fonctions électives à plus de citoyens et peut-être de favoriser la mise en place d'idées novatrices supplémentaires pour faire avancer notre pays.

- Favoriser le vote des citoyens partout en France et non pas seulement au lieu de domicile. À l'ère de l'informatique, rien n'est impossible, et je pense aussi que cela ferait baisser de manière significative l'abstention qui est la pire des solutions.

- Modifier la constitution afin de rendre obligatoire la réalisation d'un test ADN pour chaque citoyen. Cette obligation aurait l'avantage de pouvoir résoudre beaucoup plus rapidement des affaires judiciaires qui à ce jour restent encore malheureusement non résolues, tout en ne remettant pas en cause la liberté de circulation et d'action de chaque citoyen. Bien évidemment, ce fichier ne pourrait être consultable que par des organismes bien déterminés ayant à en connaître.

- Imprimer le groupe sanguin de chaque individu sur tous les papiers administratifs actuels (permis, carte d'identité, passeport). Cela aurait pour avantage de sauver davantage de vies.

4 - TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- Afin d'inciter la population à acheter des véhicules électriques, supprimer la TVA sur ces véhicules comme le font certains pays scandinaves.

- Augmenter les implantations d'éoliennes ou de champs de panneaux solaires afin de diminuer le parc des centrales nucléaires.

- Développer davantage les forces marémotrices pour produire de l'électricité. Vu le potentiel que nous possédons dans notre pays, je pense que cette solution est sous exploitée.

- Gratuité des transports en commun dans les villes d'une certaine importance (à déterminer).

Avantages : diminution de trafic et la pollution . En parallèle, création de parking gardés en périphérie de ces villes.

- Développer les transports en commun électriques.

- Rendre obligatoires les véhicules électriques ou hybrides pour les parcs municipaux ou ministériels.

Monsieur [Prénom Nom, Adresse mail]

27. Manuscrit, 38 lignes, 403 mots (femme)

Le 14 janvier 2018 [sic]

Je n'accorde plus beaucoup de confiance aux hommes politiques. Souvent, quelle méconnaissance de la réalité de vie de la population, de toutes ses catégories, ce qu'elles vivent réellement au quotidien. « Ils sont dans leur bulle », bien protégés !

Les efforts demandés par le président de la République doivent être également réalisés par ces hommes politiques, pas que par la population.

Nécessité de l'exemplarité.

Beaucoup de politiques, groupes patrons, touchent à mon sens des émoluments, des avantages et tout ce que l'on ne connaît pas, trop importants voire démesurés.

Train de vie trop important - du luxe - trop c'est trop.

- ⇒ Réduire les sommes perçues, les avantages.
- Transparence totale des revenus, des charges liées à leurs fonctions (cf. pays du Nord). Utilisation de moyens raisonnables (en personnel, en matériel...) liés à leur fonction.
- Pour leurs besoins personnels, qu'ils utilisent leurs moyens personnels.
- Mise en place d'un contrôle pour s'assurer de cette justice.
- Les députés doivent "pointer" leur présence à l'Assemblée nationale. Il n'est pas rare que l'hémicycle soit bien clairsemé.

- Mise à plat des institutions et des divers dispositifs. Remplissent-ils leurs objectifs ? Sinon pourquoi ? Quelles sont les problématiques, les freins ? Sont-ils nécessaires, adaptés à la société actuelle, aux besoins ?
- Trop de problématiques m'apparaissent non examinées sérieusement dans leurs tenants et aboutissants.
- Nécessité du "rendre compte vrai", du parler vrai.
- En ce qui concerne la justice fiscale. La suppression de l'ISF permet-elle réellement la réinjection des sommes dans l'économie ? Une étude sérieuse doit être menée. Mise en place d'une grille plus juste. Mise à plat des niches fiscales. Garde-fous à l'évasion fiscale... Je suis consciente de toute la complexité des rouages du monde économique, notamment avec la mondialisation mais quand même, elle a parfois "bon dos" !
- Par rapport à l'emploi: recensement des besoins, faire connaître à tous niveaux et mise en place des formations adéquates, une rémunération décente.
- Un réel accès aux soins, à des soins de qualité, sérieux des évaluations faites au niveau des hôpitaux (organisation, moyens en personnels, gestion). Transparence nécessaire.
- Bref. S'assurer également de la fiabilité des statistiques (cf. Pb INSEE : la part du logement prise en compte dans le budget des ménages n'est pas fiable).
- Avoir les moyens de vivre, les besoins fondamentaux satisfaits.
- Pouvoir vivre de son travail.
- Attention au tout numérique !

B [Nom]

28. Manuscrit, 28 lignes, 284 mots

Le 14 janvier 2019

239 ans pour rien ? Encore des cahiers de doléances....

Quelques pistes à suivre pour qu'on vive « bien ensemble ».

- Rétablissement de l'ISF.
- Taxer les multinationales qui ne paient pas leurs impôts en France : Google, Apple, Facebook, Amazon, Ryanair, easyJet...et j'en passe.
- Repenser l'Europe afin qu'on ne propose pas d'aller travailler en Pologne pour 350 e.
- Éviter de confier l'Europe aux mains de l'ancien Premier ministre d'un paradis fiscal (le Luxembourg).
- Taxer le kérosène au même niveau que les carburants achetés par le Français lambda.
- Rétablir l'écotaxe sur les poids lourds en transit en France.
- Arrêter le subventionner une agriculture productiviste, polluante et qui est en train de s'accaparer la gestion de l'eau.

Aider une agriculture à taille humaine, responsable et indépendante des lobbies.

Les « illettrés », les « fainéants », « les gars qui roulent au diesel », les « assistés », « ceux qui ne sont rien », « les Gaulois réfractaires », « ceux qui devraient traverser la rue pour trouver du travail », « ceux pour qui on s'est montré trop intelligent », « ceux qui coûtent un pognon de dingue ».

Tous ces gens que vous méprisez vous demandent, vous qui avez « le goût de l'effort », Monsieur le Président, encore un dernier effort : « Démissionnez ! »

D. [Nom]

(Tout ce qui a été surligné, ce sont les paroles proférées par MM Macron, Griveaux, Legendre).

Ajout le 16 janvier 2019

- Un vrai service public de proximité et non son démantèlement.
- Question que sont devenus les cent milliards d'euros prêtés par l'Europe aux banques privées pour sortir de la crise de 2008 ?

29. Dactylographié collé, 27 lignes, 426 mots (homme)

Je m'interroge sur l'utilité de cette consultation, dans la mesure où le président de la République a déclaré qu'il ne changerait pas de cap, quelle que soit la situation (un capitaine confronté à une tempête peut être amené à changer de cap afin de préserver la vie de son équipage et son navire, et adapter sa route en fonction des conditions météo).

Comme beaucoup de Français, je réclame le retour de l'ISF, de la *flat tax*, de l'*exit tax* et d'une réglementation efficace contre l'évasion fiscale, et une réforme globale de la fiscalité en privilégiant une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité. Pendant la campagne pour l'élection présidentielle, le candidat Emmanuel Macron s'était engagé à maintenir le pouvoir d'achat des retraités, le président doit assumer en indexant les retraites sur l'inflation et en supprimant l'augmentation de la CSG pour tous les retraités. Afin que le budget de l'État soit en dessous de 3 % du PIB, il y a obligation de réduire le budget de l'État sans réduire celui des services publics santé, police, justice, transport, mais en supprimant le Sénat et les conseils départementaux, les retraites dorées des anciens présidents de la République, avec la nomination au Conseil constitutionnel du seul dernier président, réduire le nombre de parlementaires et hauts fonctionnaires à un nombre équivalent à ce qui se pratique dans l'Union européenne, en rapport avec la population et réduire leurs avantages (retraite, transport...) et leurs salaires qui ne devraient pas dépasser 10 fois le SMIC. La contribution sociale des heures supplémentaires doit être maintenue afin de favoriser le recrutement. Une taxation de tout automate est à mettre en œuvre à la hauteur de la contribution sociale patronale et salariale équivalent à celle d'un salarié aux 35 heures. Réduire l'écart des salaires en supprimant les augmentations en pourcentage mais en instaurant une augmentation dégressive par paliers sur une échelle de 1 à 10 fois le SMIC. Affecter une part importante du CICE à l'économie durable en l'ouvrant aux particuliers pour les équipements en réduction d'énergie dont les panneaux solaires.

Rendre le vote obligatoire et reconnaître le vote blanc.

Établir une dose de proportionnelle limitée afin de rendre les minorités mieux représentées.

Réduire le nombre de parlementaires en prenant l'exemple sur l'Allemagne et les pays nordiques.

Supprimer le Sénat, les conseils départementaux et de nombreuses commissions inutiles.

Instituer un référendum d'initiative citoyenne. Réorganiser la représentation syndicale pour la rendre plus efficace avec une intégration de droit dans les conseils d'administration.

Ne pas remettre en cause la loi de 1905 sur la laïcité.

[Signature]

30. Manuscrit, 11 lignes, 87 mots (homme)

[Prénom Nom] (retraité)

le 16/01/2019

Fiscalité

Faire la chasse aux fraudeurs. Faire payer l'impôt par toutes les entreprises.

Suppression de la hausse de 1,7% de la CSG.

Suppression de la taxe d'habitation pour tout le monde.

Indexation des retraites sur l'inflation.

	Diminution de la TVA, création d'une tranche d'impôt supplémentaire.
<u>Administration</u>	Donner plus d'autonomie aux régions (évolution vers un système fédéral).
<u>Europe</u>	Création d'une politique étrangère commune. Mise en place d'une défense européenne.
<u>Taxes</u>	Remplacer la taxe/télé par une taxe le 1 € pour tous les propriétaires de TV, ordinateurs, téléphone portable, etc.

[Signature]

—

31. Manuscrit, 8 lignes, 62 mots

- 1) Diminution des taxes imposées par le gouvernement : ess[ence], EDF , gaz.
- 2) TVA 0 % pour les aliments de première nécessité : pain, lait, beurre.
- 3) Retraite à 60 ans.
- 4) Remise en place de ISF.
- 5) Combattre réellement la fraude fiscale.
- 6) Prendre en compte les voles blancs, les abstentionnistes.
- 7) Démission de Mr Macron avec toute sa clique.

[Signature] 16.01.2018 [sic]

—

32. Manuscrit, 5 lignes, 50 mots

Remettre l'ISF.

Le gouvernement demande aux ouvriers de se serrer la ceinture ; qu'il commence par l'État.

Annuler les salaires et les privilèges qui vont aux anciens présidents de la République.

On fera des économies sur l'éducation scolaire, remettre la morale à l'école car les enfants ne respectent plus rien.

Le 17/1/2019 [Signature]

—

33. Manuscrit, 14 lignes, 108 mots

- Revoir sérieusement les inégalités fiscales donc revoir les tranches d'imposition.
- Les paradis fiscaux.
- Les salaires des hauts fonctionnaires qui sont sur une autre planète et qui touchent plus que le président. Où est l'erreur ??
- Revoir le nombre des députés et des sénateurs : réduire de moitié, cela éviterait de les voir somnoler lors des réunions...
- Être plus strict sur leurs indemnités et leurs avantages.
- Scandale pour les versements faits aux anciens présidents et à certains de leurs avantages qui persistent (secrétaires, locaux, voitures...).
- Fixer pour les élus un âge limite, on ne peut pas être homme "politique" à vie.

17/01/2019 A. [Nom] [Signature]

—

34. Manuscrit, 38 lignes, 407 mots

[Nom, Adresse]

A. Si la France est dans l'état actuel, c'est que depuis 40 ans nos hommes politiques n'ont (au minimum) été que des incapables qui n'ont pensé qu'à leurs intérêts. En conséquence :

1) Interdire aux hommes politiques de gérer un budget qui les concerne, d'où:

- a) Interdire qu'ils fixent leur rémunération, leurs frais de tous genres et donc supprimer tout ce qui n'est pas vérifiable.
- b) Interdire qu'ils fixent les rémunérations de leurs employés. Ex. : pourquoi un jardinier est-il embauché à 2500 € pour 28H/semaine au Sénat ? Pourquoi finit-il à 5000 € fin de carrière ?
- c) Instaurer le crime contre la Nation. Tout homme politique pris pour mensonge doit-être destitué. Ex. : Mr Larcher, élu président du Sénat, déclare supprimer une des 2 primes en espèces réservées aux sénateurs. BRAVO !! Pourtant il a bien supprimé la prime, mais son montant a été reversé sur l'autre. ROBESPIERRE l'aurait fait exécuter pour ce mensonge.

B. Une réforme : l'État ne doit pas donner, mais prêter, sans intérêts, et ce dans tous domaines. Ex:

- Les bourses aux étudiants doivent-être remboursées quand ils sont en état de le faire car, s'ils ont une belle situation, ils doivent rembourser ; cela permettra (peut-être grâce à une annexe de la B. de France) de récupérer de l'argent destiné aux futurs boursiers. De même, les personnes ayant été déclarées en faillite doivent, si leur situation le permet, rembourser (même de petites sommes et sur un long délai).
- Les prisonniers ayant eu une remise de peine devraient être obligés de finir cette peine en cas de récidive avant de commencer la suivante. Leur permettre de travailler pour payer leur repas et ce qu'ils coûtent en frais de procédure et aux victimes.

En conclusion, l'ÉTAT doit montrer l'exemple et donc les hommes politiques doivent être exemplaires.

Nos élus de la région ont pris comme première résolution de doubler leur salaire. C'est ignoble.

Je vois régulièrement un ex-sénateur sortir de sa poche et décacheter une enveloppe beige marquée Sénat et payer avec une liasse de billets de 50 €, et cela plusieurs années après son départ. Et je ne parle pas des 8 000 € pour chauffage (alors qu'ils ont un logement de fonction), somme qui permet à 10 familles de se chauffer, et la prime d'obsèques, et d'autres que l'on ignore. Conclusion, si un homme politique a un mandat, il ne l'a pas pour de servir, surtout avec l'état de nos finances.

[Signature]

35. Manuscrit, 4 lignes, 53 mots (femme)

Une retraitée qui perd 40 % de son salaire à son départ à la retraite, vous trouvez ça normal ? (perte 400 €, revenus 1200 € !). Vous, nos dirigeants, que perdez vous ? Pourquoi ne pas vous pencher sur des régimes de répartition ? Un peu plus de reconnaissance pour le peuple.

36. Manuscrit, 13 lignes, 136 mots

- Arrêter l'immigration massive car beaucoup ne s'intégreront pas à nos mœurs et notre religion qu'il faut surtout conserver. Ces sont nos racines.
- Ne pas diminuer les retraites car beaucoup d'entre nous favorisent l'économie du pays (si rabot, moins d'extras) donc du chômage.
- Favoriser les chômeurs à la reprise de l'emploi.
- Moins de fonctionnaires en haut de l'échelle (gros salaires) et de ministres avec de gros revenus et de gros avantages.

- Arrêter les retraites des présidents et leurs privilèges ; ils deviennent des citoyens normaux (la monarchie est abolie).
- Les taxes sur l'essence doivent servir à rénover les routes.
- Arrêter de mettre des armées dans les pays étrangers pour faire tuer des jeunes et augmenter le déficit du pays.
- Faire réduire le train de vie des ministères (l'Élysée doit donner l'exemple).

37. Dactylographié plié collé, 20 lignes, 329 mots (homme)

[Prénom Nom, Adresse, téléphone, adresse mail]

CAHIER DE DOLÉANCES / GRAND DÉBAT NATIONAL

Le 24 janvier 2019

OBJET : PERMIS de CONDUIRE : sanctions et récupération de points

Dans le cadre des cahiers de doléances, et du Grand débat national, il me semble important d'aborder la question du permis à points. Car outre la question de la limitation de vitesse à 80 km/heure, il me semble que les conducteurs sont excédés par le côté excessivement punitif de la gestion des points.

J'ai 56 ans et j'ai connu des périodes où la réglementation n'était pas respectée, et que rares étaient les conducteurs qui respectaient les limitations de vitesse. Je suis partisan de sanctions quand les automobilistes font des fautes, mais je pense que certains retraits de points du permis ont prioritairement un effet business. L'État fait rentrer de l'argent avec les contraventions, ainsi qu'en obligeant la pratique de stages de récupération de points.

Je prends un exemple très précis, car il me concerne : j'ai téléphoné au volant en septembre 2014, j'ai été puni par une amende de 90 €, et le retrait de 3 points sur mon permis, ce que j'accepte. Logiquement, je peux récupérer ces 3 points au bout de deux ou trois ans. Seulement, je ne peux pas les récupérer car, compte tenu de la multiplication des radars, et du fait que je roule beaucoup, il est extrêmement difficile de ne pas se choper un petit excès de vitesse pendant cette période. Et donc, le délai de 2 à 3 ans redémarre à zéro à chaque infraction, indépendamment de sa taille.

J'estime que ce système est abusif ! J'ai fauté, et je suis sanctionné, mais **je trouverais normal que quand le délai de 2 à 3 ans est passé, on récupère ses points, indépendamment d'autres infractions.** En fait avec ce système, on favorise les officines qui vendent de la récupération de points, et on incite les automobilistes à rouler sans permis !!

Je pense qu'il faudrait revoir la logique de récupération des points.

38. Manuscrit, 38 lignes, 402 mots (homme)

De [Prénom Nom, Adresse]

a) Salaires - Pensions - Pouvoir d'achat.

Salaires : égalité femmes/hommes, c'est pour quand ?

Pensions : pas de pensions inférieures à un SMIC à 1800 €/mois.

Ceci pour permettre aux ménages de consommer plus, donc le relancer la production et ainsi de faire baisser durablement le nombre de demandeurs d'emploi. Pour y parvenir, entre autres dispositions, annuler la commande de 7 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (de mort). La guerre, c'est dépassé, elle ne contribue qu'à enrichir les fabricants d'armes, leurs actionnaires et les VRP politiques complices.

Rappel : les actions de guerre sont menées sur le terrain par des soldats qui ne se connaissent pas pour les profits de personnes qui se connaissent très bien.

b) Vitesse limitée à 80 km/h.

Stop au diktat de l'État. Et plus de pouvoir en la matière aux élus locaux, qui connaissent mieux que les élus et élites des hautes sphères les secteurs à risques et dangereux sur leurs territoires.

c) Fiscalité. Stop aux injustices, retour à l'ISF, arrêtez de ponctionner les ménages :

- qui ne mangent pas tous à leur faim,
- qui sont contraints de se priver pour que leurs enfants accèdent aux études de haut niveau,
- qui ne peuvent plus se soigner correctement, etc.

d) À quand une véritable indépendance de la justice ?

- Trop, beaucoup trop de "non-lieux" sont prononcés envers des élus, quelles que soient leurs fonctions dans l'appareil d'État, dans les directions des grands groupes industriels et financiers.

e) Loi sur la laïcité de 1905 (séparation organique de l'Église et de l'État).

- Ne touchez en aucun cas, et d'aucune manière au texte de cette loi ; elle constitue, encore aujourd'hui, une conquête à préserver et à promouvoir, de portée universelle.

f) Services publics.

- Maintien de tous les services de distribution de la Poste (courrier du lundi au samedi), extension des horaires d'ouverture, liée à l'augmentation des usagers potentiels (population qui ne cesse de croître avec les nouveaux lotissements).
- Mise en place de centres de santé de proximité au niveau des cantons, ou plus...
- Développement des lignes et dessertes de transports urbains de voyageurs en y incluant les nouveaux lotissements (inclure la gratuité).

g) Remettre sur ces bases historiques une vraie sécurité sociale sur les concepts du CNR ; la 5^e économie du monde a les moyens de permettre son retour avec, cela va de soi, des administrateurs élus par les assurés sociaux.

[Signature]

39. Manuscrit, 6 lignes, 69 mots

- Il est inadmissible d'imposer une pénalité aux personnes qui paient leurs impôts par chèque (15 € mini ou 0,2 % de la somme). La dématérialisation à tout crin par la répression est écoeurante. J'aide plusieurs personnes de ma commune à l'utilisation de l'informatique, surtout lorsqu'elles ne sont pas équipées ou rétives à l'idée de cette utilisation.
- La répression des fraudeurs (des GROS fraudeurs) serait plus utile.

[Nom, Signature]

40. Dactylographié collé, 40 lignes, 649 mots

[Dans la marge tout le tour du document] Un Gilet jaune parmi les autres [Signature]

Le 1^{er} 02 2019 - **Une pierre de plus à l'édifice.** Comme disait le président de la République le 24.01.2019, « on ne peut augmenter les salaires, les retraites, etc., sans contreparties, sans diminuer autres choses ». Il y a peut-être un peu de ça - mais il y a aussi à abolir des privilèges flagrants.

Ceux des ex-présidents de la République avec tout le train de vie, les gardes de leurs biens propres. S'ils ne sont pas capables d'en assumer la surveillance et la garde, ils les vendent.

Nos ministres (qui écrivent des livres pendant qu'ils sont aux affaires, la charge de travail ne doit pas être aussi harassante que ça), eux et nos élus, députés, sénateurs, avec un salaire correct mais avec des primes-avantages en tous genres, d'abord en diminuer le nombre, revenir à l'avant Mitterrand, ça ferait des économies sans réduire ce qui est acquis en ce moment.

Ces hauts fonctionnaires en tous genres avec des salaires astronomiques qui ne sont responsables en rien, mais décideurs de tout. Ces maires cumulards avec un salaire de maire, puis un salaire ou prime de président de communauté de communes - d'agglomération, des doublons administratifs inventés qui n'existaient pas il y a quelques années, etc. ÉCONOMIES, ici aussi. Notre maire est de ceux là ; il délaisse les trottoirs qui se dégradent, les petites routes qui se défoncent rendant la circulation très dangereuse, mais il joue les grands. Sanctionner ces maires qui ont des idées dépassant largement leur tête, réalisant des chantiers qui ne serviront à rien et qui endettent la commune. Ça existe.

- Suppression de certaines niches fiscales qui ne servent à rien et qui profitent aux profiteurs, suppression de certains avantages fiscaux comme ceux de la presse, mais il y en a d'autres.

Réduire considérablement l'arrivée des émigrés sur notre sol ; expulser ceux qui n'ont rien à y faire (déboutés du droit d'asile) ; reconduire à la frontière ou dans leur pays les condamnés de droit commun qui vivent aux crochets du contribuable par des allocations de tous les échelons administratifs (État, région, département, communes, associations etc.). Voilà d'autres économies à réaliser et elles sont de taille.

Lutter contre les fraudes en tous genres : économiques, fiscales, sociales (sur les sociétés étrangères), les grands patrons qui planquent leur argent dans les paradis fiscaux contre qui on ne fait rien. On le sait, c'est chiffré et on regarde ; fraudes sociales par des résidents à l'étranger aux moyens de faux papiers ça existe. D'autres économies encore, sur les subventions accordées à certaines sociétés reprises par des étrangers pour garder l'emploi : elles prennent l'argent, volent les brevets que la société détient et foutent le camp ailleurs, laissent les ouvriers sur le carreau en [ne] remboursant pas les subventions. Sanctionner les chefs d'entreprises qui confondent bien de la société et bien personnel ; les voitures des responsables servant aux déplacements privés, c'est général ça.

Niveler les charges des entreprises entre les très grosses qui paient 9 % de charges alors que les petites et moyennes en paient 35 % et plus, comment ça peut marcher et durer ?

Voilà pour les réalisations des économies. Il y en a sûrement d'autres, cette liste n'est pas exhaustive mais il n'y a pas de petites économies inutiles, « les petits ruisseaux font les grandes rivières ».

Réduire les impôts, les taxes en tous genres qui pèsent sur les ménages. Les nantis, là-haut, s'en foutent. On est le champion du monde des impôts mais on persiste dans cette voie. C'est vrai que la femme du président donne l'exemple, dépense allègrement pour son palais de l'Élysée ; combien de temps pense-t-elle y rester ?

Ces économies ainsi faites permettraient aux gens de vivre mieux par l'augmentation des salaires, et des retraites.

Suppression des **80 km/h** (vitesse imposée b....), création du **RIC**, maintien intégral de l'**ISF**.

41. Manuscrit, 20 lignes, 179 mots (femme)

Quelques points que je voudrais voir changer :

- Tenir compte du vote blanc serait tenir compte tous les votants, même ceux à qui les listes proposées ne correspondent pas. Cela éviterait également beaucoup d'abstentions !...
- Vote obligatoire, ou alors on ne manifeste pas après.

- Rendre l'impôt sur le revenu obligatoire à 100 % des Français, au prorata de leurs revenus réels. Même 1 € pour les plus faibles serait participer à la vie collective !!

Par ailleurs je rends hommage à notre président et au gouvernement pour le courage dont ils font preuve. Réformer le pays est absolument nécessaire, même si c'est impopulaire.

Il a par ailleurs raison de favoriser les actifs par rapport aux retraités. Il ne faut pas oublier que, actuellement en France, ce sont les actifs qui font vivre les retraités. Changer cette situation serait l'idéal (tellement d'autres pays l'ont fait) mais pour le moment c'est comme ça et il faut en tenir compte.

Les retraités ne vivent pas par leur travail passé mais par le travail des actifs. Ne l'oubliez pas !

Merci.

[Prénom Nom, n° de téléphone]

42. Dactylographié plié collé, 23 lignes, 293 mots (homme)

De [Prénom Nom, Adresse, n° de téléphone]

Comme beaucoup de concitoyens, je souhaite que notre pays parvienne à établir plus de justice économique, plus de justice sociale, plus de solidarité, plus d'humanité. Je suis persuadé qu'un grand nombre de propositions seront faites dans ce sens au cours de ce grand débat.

Mais il y a trois points sur lesquels je souhaite insister, car ils me paraissent être fondamentaux.

1 - Pour que la **DÉMOCRATIE** avance, il faut

DONNER le DROIT de VOTE dès la NAISSANCE.

Jusqu'à la majorité de l'enfant, ou à un âge de « majorité citoyenne » à déterminer, les parents seront les « gestionnaires » de ce droit.

Il y a au moins 2 avantages considérables à ce changement :

- Le collège électoral refléterait tout à fait la structure démographique de la population. Aujourd'hui, les décisions sont prises en majorité par les « vieux ».
- Dès que les enfants seront en âge de participer au débat politique, il pourra s'instaurer un dialogue entre les parents et les enfants pour décider de l'usage à faire de ce droit de vote. La chose politique pourrait devenir un véritable sujet de discussion.

2 - Pour plus de **JUSTICE FISCALE**, il faut

ALOURDIR CONSIDÉRABLEMENT les SANCTIONS pour FRAUDE FISCALE

Un fraudeur doit tellement craindre de se faire « prendre » qu'il doit renoncer devant le risque devenu trop grand. Cela suppose une batterie de sanctions extrêmement lourdes qui s'appliquent sans faiblesse.

3 - Pour que l'**EUROPE** avance véritablement, il faut

TRAVAILLER SANS RELACHE POUR UNE HARMONIE SOCIALE et FISCALE

au sein de **TOUS les PAYS EUROPEENS**. Sans cette harmonisation, les grandes entreprises trouveront toujours le moyen de faire de « l'optimisation fiscale ».

Pour cette raison, il est également fondamental et urgent **de lutter** d'une manière efficace **contre** les **PARADIS FISCAUX**.

43. Manuscrit, 4 lignes, 35 mots (femme)

[Prénom Nom] (future immigrée au Canada) 23 ans.

Pas de fermetures des services publics dans les petites communes SVP.

Remettre l'ISF.

Penser à la transition écologique et à l'environnement (moins de taxes sur l'achat des voitures hybrides)...

44. Dactylographié, 25 lignes, 406 mots (homme)

[Nom Prénom, Adresse]

Saint-Xandre, le 11/02/2019

[manuscrit] Monsieur le Maire,

Je sais que les questions de société ne sont pas intégrées au Grand débat qui s'ouvre dans notre pays. Cela évitera sans doute la remise en cause d'acquis sociétaux importants comme la contraception, l'avortement, l'abolition de la peine de mort, le mariage pour tous. Pourtant, l'occasion est inédite de permettre aux Français de s'exprimer sur un sujet qui les concerne tous, sans exception, et sur lequel ils font part de leur très large approbation ; je veux parler de la légalisation de l'aide active à mourir (89% selon le sondage Ifop pour La Croix de décembre 2017 ; 95% selon le sondage Ifop pour l'ADMD de mars 2017).

Nul aujourd'hui n'ignore que l'on meurt mal dans notre pays. Les souffrances existent, les dérives existent. L'Institut national des études démographiques (Ined) a très bien mesuré cela dans un récent rapport. Aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, dans plusieurs états des États-Unis d'Amérique, en Colombie, au Canada... des lois de légalisation de l'euthanasie font que la crainte du mal mourir a disparu de l'esprit de ces citoyens.

Ma vie m'appartenant, à moi et à moi seul, je ne veux pas que qui que ce soit se mêle de choisir pour moi comment je vais finir ma vie : ni médecin, ni famille dès lors que je n'ai pas donné de mandat de représentation, ni religieux...

Une loi sur la fin de vie, respectueuse des volontés et des consciences, devra mettre en œuvre de manière effective l'accès universel aux soins palliatifs (objectif maintes fois promis, réalisé à 20 ou 25 % seulement depuis la loi Kouchner de 2002), le respect du patient (on sait qu'aujourd'hui 50 % des personnes qui décèdent dans les services de réanimation décèdent à la suite d'une décision du corps médical, que des euthanasies clandestines non demandées sont pratiquées, à hauteur de 0,2 % du total de 600 000 décès annuels) et l'aide active à mourir (c'est-à-dire l'euthanasie active avec administration d'un produit létal par un tiers, médecin ou membre d'une association agréée, ou suicide assisté avec auto-administration d'un produit létal).

La légalisation de l'aide active à mourir est une bonne réforme à apporter aux Françaises et aux Français ; de celles qui satisfont la très grande majorité de nos concitoyens.

Je vous remercie de bien vouloir intégrer ma proposition aux cahiers de doléances ouverts dans votre mairie et vous prie de croire [manuscrit], Monsieur le Maire, en l'assurance de ma considération.

[Signature]

45. Manuscrit, 8 lignes, 90 mots (homme)

[Prénom Nom, Adresse]

et son voisin [Prénom Nom, Adresse]

Le 18 II 2019

Monsieur le Président de la République,

via Monsieur le Maire de Saint-Xandre, Mr Pérez

Je me fais l'interprète de la question que me renouvelle depuis plusieurs années mon voisin, Mr [Nom], à propos de son terrain, situé en centre-bourg, sis [Adresse].

"Ne trouvez-vous pas étrange que mon terrain ne soit toujours pas constructible alors que tout autour, cela se construit ?".

Dans l'attente d'une réponse positive et dans l'espoir de pouvoir la transmettre à Mr [Nom], veuillez agréer, Monsieur Macron, Monsieur Pérez, mes respectueuses salutations.

[Signature]

46. Dactylographié collé, 60 lignes, 652 mots (homme)

[Prénom Nom, Adresse]

[en pied de page] Contribution au débat public - Janvier- Février 2019 [2 pages]

Fiscalité :

- Imposer sans délais les Gafa sur leurs bénéfices réels réalisés en France.
- Urgence à harmoniser la fiscalité au sein de l'UE.
- Lutter efficacement et durablement contre la fraude et l'évasion fiscale... d'où la nécessité d'augmenter significativement le nombre de contrôleurs... et non de diminuer leur nombre comme c'est le cas depuis des années !!!..
- Obliger les bénéficiaires de l'ISF à réinvestir dans les entreprises et/ou associations/ONG françaises, sinon réintroduire l'ISF.
- À l'exemple de l'Allemagne, favoriser les placements financiers des citoyens dans des investissements PME aux niveaux des régions.
- Favoriser fiscalement les investissements réalisés dans l'économie locale, solidaire et sociale.
- Indexation du taux d'intérêt du livret A et du livret d'épargne populaire sur le niveau de l'inflation. Les petits épargnants n'ont pas les moyens d'investir dans des placements tels que l'immobilier, les actions... Avec un taux à 0,50 % les épargnants modestes sont méprisés... et plus encore !!!
- Impôt sur le revenu : réintroduire la ½ part fiscale pour les veuves et veufs.
- Supprimer les avantages dont bénéficient les anciens présidents de la République, ainsi que les Premiers ministres, présidents des Assemblées, etc.
- **Les impôts et taxes doivent être justes, équitables, compris des citoyens.... C'est l'une des conditions de l'acceptation par les Français du paiement des impôts, indispensables au renforcement de l'unité républicaine, de la cohésion sociale, de la solidarité nationale. Les injustices fiscales sont un puissant « carburant » qui alimente les mouvements contestataires et la haine contre les élus de la République et les élites du pays.**

Retraites :

- Indexation des retraites sur le niveau de l'inflation.

Écologie/environnement/santé :

- Les taxations environnementales doivent accompagner des politiques vertueuses, justes, compréhensibles. Non aux taxations punitives... c'est-à-dire le contraire de celles qui ont déclenché le mouvement des Gilets jaunes.
- Investir massivement dans l'isolation thermique : habitats des particuliers, des bureaux des administrations et collectivités locales.
- Favoriser le développement de l'agriculture biologique, de l'agroforesterie, des circuits courts, la consommation de produits bio dans les restaurants scolaires : primaire, collèges, lycées...
- Lutter contre les fraudes et tricheries des industries agroalimentaires, ce qui implique l'embauche, et non la diminution, de contrôleurs et d'agents vétérinaires.
- Financement de la transition écologique. Le gouvernement doit s'engager pour la création d'une banque européenne spécifiquement dédiée aux financements des programmes de lutte contre le réchauffement du climat, cf. le projet de la « contribution climat » de Messieurs Larroutourou, Jouzel, Hessel, qui rapporterait quelque 100 milliards/an.
- Instituer la prise en charge du 5^e risque (la dépendance des personnes)... promise par les présidents CHIRAC, SARKOZY, HOLLANDE... promesse non tenue !...

Les territoires ruraux/banlieues/services publics :

- Organiser les services publics de telle sorte que les territoires ruraux et les banlieues pauvres ne deviennent [pas] des territoires abandonnés/moribonds, sans espoirs d'amélioration des conditions de vie des habitants : création de maisons de santé, d'hôpitaux de proximité, de maisons multiservices publiques avec la présence d'agents en capacité d'aider dans leurs démarches administratives les personnes en situation de handicaps, de fracture numérique...
- Redonner aux collectivités locales les moyens financiers dont elles ont été amputées (baisses des dotations de l'État) depuis la présidence SARKOZY, accentuées sous la présidence HOLLANDE, maintenues par la présidence MACRON.
- Investir d'urgence pour que le haut débit soit accessible rapidement sur l'ensemble des territoires français. Les zones blanches aggravent fortement la fracture sociale et les handicaps économiques des PME, des artisans, le développement du télétravail...

Égalité hommes/femmes :

- Accélérer la parité des salaires et des responsabilités dans les entreprises privées et les administrations.

Laïcité :

- Pas de remise en cause de la LOI de 1905.

Immigration :

- La France, pays des droits de l'Homme, doit honorer/respecter ses engagements... et accueillir dignement/humainement les immigrés.
- Harmonisation des politiques migratoires européennes avec l'obligation pour chaque pays membre de l'UE de les mettre en œuvre avec respect des personnes et humanité.

[FIN]